

Soudan du Sud/Combats à Juba Le président décrète un cessez-le-feu

AFP

Juba/Soudan du Sud

Dans le même temps, le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon a réclamé des sanctions ciblées contre les auteurs de troubles.

LE président sud-soudanais Salva Kiir a fini par répondre à l'appel de la communauté internationale en décrétant un cessez-le-feu "avec effet immédiat" après quatre jours de combats meurtriers entre forces loyalistes et ex-rebelles dans la capitale Juba, qui ont forcé des milliers de civils à se réfugier auprès de l'Onu. Simultanément à l'annonce du cessez-le-feu, le secrétaire-général de l'Onu Ban Ki-moon a réclamé "un embargo immédiat sur les armes" destinées au Soudan du Sud et de nouvelles "sanctions ciblées" contre les auteurs de trouble. "Le président a réitéré son engagement à la mise en oeuvre de l'accord" de paix du 26 août 2015 et signé un décret ordonnant "la cessation des hostilités avec

effet immédiat" à partir de 18H00 locales (16H00 au Gabon), a annoncé le ministre de l'Information Michael Makuei dans une allocution retransmise à la télévision d'Etat (SSBC). Tous les commandants de l'armée gouvernementale (SPLA) ont "ordre de cesser tout combat et d'obéir à ce décret, de contrôler leurs forces et de protéger la population civile et ses biens", ainsi que d'"assurer la protection de tout groupe ethnique qui pourrait être visé", a poursuivi M. Makuei, selon lequel tout ex-rebelle "qui se rend à la SPLA doit être protégé". Juba est le théâtre depuis vendredi soir de combats entre les forces loyalistes, fidèles à Salva Kiir, et ex-rebelles aux ordres du vice-président Riek Machar. Les affrontements ont impliqué hier de l'artillerie lourde près de l'aéroport (nord-est) et dans le quartier de Tomping (centre), selon une source diplomatique occidentale. Ces combats ont fait "plus de 300 morts" dans la seule journée de vendredi, a précisé M. Makuei. Aucun bilan n'est disponible pour les jours suivants alors que deux Casques bleus chinois



Photo : AFP

Au bout de quatre jours de combats meurtriers, le président Salva Kiir a décrété hier un cessez-le-feu "avec effet immédiat".

ont été tués par une "bombe" ayant touché dimanche un véhicule blindé de l'Onu. Selon un journaliste de l'AFP présent à Juba, aucun coup de feu n'a été entendu hier depuis environ 14H00 locales (midi au Gabon). La situation restait toutefois tendue, seules les forces gouvernementales se déplaçant dans les rues. Devant la poursuite des violents combats à Juba, Ban Ki-moon a exhorté hier le Conseil de sécurité de l'Onu à "renforcer la mission de l'Onu au Soudan du Sud" (Minuss) en la dotant notamment d'hélicoptères de combat.

Réuni en urgence à New York dimanche soir, le Conseil de sécurité de l'Onu avait déjà dit envisager de renforcer la Minuss et demandé aux pays de la région "de se préparer à fournir des troupes supplémentaires au cas où le Conseil le déciderait". Le président de la Commission de surveillance et d'évaluation de l'accord de paix signé le 26 août 2015, Festus Mogae, a pour sa part appelé hier à "une mise en oeuvre immédiate" de cet accord et demandé l'organisation "dans les plus brefs délais" d'un sommet de l'Igad, une organisation rassemblant les

pays de la région, à Juba. A Juba, disant ignorer les causes précises de cette nouvelle flambée de violences, un diplomate occidental a déploré "la brutalité insensée avec laquelle les uns et les autres répondent aux provocations". Dans la nuit de dimanche à hier, des pluies orageuses ont rendu encore plus précaire la situation des milliers de civils qui ont dû fuir les quartiers les plus touchés par les affrontements. Parmi eux, le correspondant de l'AFP a décrit une "situation terrifiante". Selon la Minuss, 7 000 civils se sont réfugiés dans deux de ses camps, dont un à proximité duquel les combats ont éclaté, et qui abrite déjà 28 000 déplacés. D'autres se sont réfugiés par centaines dans les églises de la ville. Assurant que son camp a été "pris directement dans les combats", la Minuss a indiqué que 67 personnes avaient été blessées, dont 8 sont ensuite décédées, dans ou autour de sites de protection réservés aux civils.

L'Afrique en bref

• **Egypte/Islamistes. Deux policiers tués dans le Sinaï**

Deux policiers égyptiens ont été tués hier par l'explosion d'une bombe dans la péninsule du Sinaï, où la branche locale du groupe jihadiste Etat islamique mène une insurrection, a annoncé le ministère de l'Intérieur.

• **Libye/Justice. Pas d'amnistie pour Seif el-Islam Kadhafi**

Le gouvernement libyen d'union nationale (GNA) a affirmé dimanche qu'il n'y aurait pas d'amnistie pour les crimes contre l'humanité, dont est notamment accusé Seif el-Islam Kadhafi, fils du dictateur déchu.

• **Mali/Attaque. Un élu local abattu par des "terroristes" présumés dans le Centre**

Un élu d'une commune dans la région malienne de Mopti (centre) a été "abattu" hier dans son champ par des "terroristes", ont affirmé des sources de sécurité et municipale maliennes.

• **Nigeria/Violences. Carnage dans l'Etat de Benue**

Des éleveurs peuls ont tué des dizaines de villageois ces deux dernières semaines dans l'Etat de Benue, dans le centre du Nigeria, théâtre de conflits récurrents entre agriculteurs et éleveurs de bétail d'ethnies différentes, ont indiqué hier les autorités locales.

A travers le monde

• **Grande-Bretagne/Politique. Theresa May Premier ministre dès demain**



Photo : AFP

La ministre de l'Intérieur Theresa May prendra les rênes du gouvernement britannique demain, a annoncé hier le Premier ministre démissionnaire David Cameron. "Nous aurons un nouveau ministre dans ce bâtiment derrière moi mercredi soir", a-t-il déclaré.

• **Irak/Conflit. Des centaines de soldats américains supplémentaires**

Le chef du Pentagone Ashton Carter a annoncé hier à Bagdad l'envoi en Irak de centaines de soldats américains supplémentaires pour aider les forces gouvernementales à lutter contre le groupe Etat islamique (EI) et reprendre la ville de Mossoul.

Niger-Mali/Lutte contre le terrorisme

Issoufou plaide pour une force régionale

AFP

Niamey/Niger

Un appel lancé à l'ouverture d'un sommet des présidents du Conseil de l'Entente (Cinq Etats), crée en 1959, et dont il est le président en exercice.

LE président nigérien Mahamadou Issoufou a appelé hier à Niamey à la création d'une "force multinationale mixte" d'Afrique de l'Ouest contre le terrorisme, sur le modèle de celle opérant dans la région du lac Tchad. Le président s'exprimait à l'ouverture d'un sommet des présidents du Conseil de l'Entente (Cinq Etats), crée en 1959, et dont il est le président en exercice. "Nous devons œuvrer pour le renforcement du mandat et des effectifs de la Minusma (force de l'Onu au

Mali, ndlr) en vue de mener des offensives contre les forces terroristes de tous genres opérant au Nord-Mali", a affirmé M. Issoufou. "A défaut, pour combattre efficacement le terrorisme dans ce pays frère (Mali, ndlr), nous devons mettre en place une force mixte multinationale sur le modèle des forces qui opèrent dans le bassin du lac Tchad", a-t-il ajouté. Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda. Ces jihadistes ont été en grande partie chassés par une intervention militaire internationale, mais des zones entières échappent encore au contrôle des forces maliennes et étrangères. Longtemps concentrées dans le nord, les attaques jihadistes se sont étendues à partir de 2015 vers le



Photo : Aristide Moussavou

Le président nigérien Mahamadou Issoufou : "Face au terrorisme, nous n'avons pas d'autre choix que la mutualisation de nos forces et de nos moyens de défense et de renseignements."

centre, puis vers le sud du pays. Les présidents des quatre autres pays membres du Conseil de l'Entente - Alasane Ouattara (Côte d'Ivoire), Roch Marc Christian Kaboré (Burkina Faso), Patrice Talon (Bénin) et Faure Gnassingbé (Togo) - participent à ce sommet à Niamey, ainsi que le président malien Ibrahim Boubacar Keita, en

tant qu'"observateur". "Face au terrorisme, nous n'avons pas d'autres choix que la mutualisation de nos forces et de nos moyens de défense et de renseignements", a poursuivi le président nigérien. "Les attentats" notamment "contre Grand Bassam", près d'Abidjan, une "zone considérée comme éloignée des théâtres des opérations (des terroristes, ndlr) dé-

montre en évidence que le champ d'action du terrorisme n'a pas de limite", a-t-il souligné. L'attaque en mars de la station balnéaire de Grand Bassam avait fait 19 morts. C'était la première attaque de ce type perpétrée sur le territoire ivoirien. MM. Issoufou et Ouattara avaient déjà évoqué par le passé la création d'une telle force, calquée sur celle du lac Tchad. Mise en place en juillet 2015, la Force multinationale mixte opérant contre le groupe jihadiste nigérien Boko Haram dans la région du lac Tchad, est composée de 8 500 hommes originaires du Nigeria, du Niger, du Tchad, du Bénin et du Cameroun. "Cette force est désormais opérationnelle et mène depuis quelques semaines des opérations efficaces contre Boko Haram", s'est félicité M. Issoufou.

Afrique du Sud/Terrorisme

Des islamistes planifiaient de faire exploser l'ambassade US et des institutions juives

AFP

Johannesburg/Afrique du Sud

DES frères jumeaux sud-africains islamistes, arrêtés pour activités terroristes ce week-end en Afrique du Sud, planifiaient de faire exploser l'ambassade des Etats-Unis à Pretoria et des institutions juives, a indi-

qué hier la police. Brandon-Lee et Tony-Lee Thundis, âgés de 23 ans, "sont soupçonnés d'avoir voulu poser des bombes contre l'ambassade des Etats-Unis et des établissements juifs dans le pays", a déclaré à l'AFP Hangwani Mulaudzi, porte-parole de l'unité d'élite de la police sud-africaine des Hawks. Le mois dernier, les Etats-

Unis et le Royaume-Uni avaient mis en garde contre le risque d'attaques menées par des islamistes en Afrique du Sud. Les deux suspects ont comparu brièvement hier devant un tribunal de Johannesburg. Accusés d'avoir tenté de rejoindre l'Etat islamique en Syrie, ils restent en détention provisoire jusqu'à leur nouvelle

comparution prévue le 19 juillet. "On les surveillait depuis 2015. Ils ont essayé de quitter le pays à deux reprises, via l'aéroport OR Tambo (de Johannesburg) et via le Mozambique", a précisé Hangwani Mulaudzi. Selon les documents remis au tribunal, les deux frères "ont comploté en vue de commettre des actes terro-

ristes contre une représentation des Etats-Unis et des institutions juives". Ils sont aussi accusés d'avoir incité d'autres personnes "à les aider" pour ces attaques, en faisant "la promotion des motivations politiques, religieuses et idéologiques de l'Etat islamique en Irak et au Levant", selon les documents.